

LA VILLE LOW-TECH : PREMIER ESSAI

Pauline DETAVERNIER, Architecte, Docteur en Architecture, pauline.detavernier@arep.fr, 06 36 53 63 42^{1,4}

Nils LE BOT, Architecte, Docteur en Urbanisme, Maître de Conférences Associé, nils.lebot@arep.fr, 06 86 59 94 76^{2,3,4}

Cet article présente brièvement les résultats des travaux menés dans le cadre du projet de recherche « Urbanotek : pour des villes sobres et résilientes » (2020-2022), mené conjointement par l'agence AREP et l'Institut Paris Région, avec le soutien de l'ADEME Île-de-France⁵. Ce travail examine la possibilité et la pertinence de traduire à l'échelle urbaine et territoriale des approches low-tech, jusqu'alors appliquées à des dispositifs techniques. L'ouvrage débute par une large revue de la pensée urbaine contemporaine. Il met en évidence, par une analyse critique, un ensemble de convergences, de divergences et d'interrelations des différents concepts urbains. Il procède ensuite à une comparaison de la *composition conceptuelle* de ces concepts urbains avec la démarche low-tech. Cette comparaison permet non seulement de mettre en évidence certains aspects théoriques et pratiques que les différents concepts urbains ont en commun, mais aussi d'identifier ceux qui peuvent être propres à une démarche low-tech. Cette réflexion aboutit à une définition possible de la ville low-tech, non comme concept fermé, mais comme produit d'un nouvel *urbanisme de discernement*.

UNE PENSÉE URBAINE EN PLEIN RENOUVELLEMENT

Depuis quelques années, les éléments de langage traversant les domaines de l'architecture et de la conception urbaine, mais aussi une grande partie du discours politique sur l'aménagement et la ville, sont en pleine mutation. Confrontée à une nouvelle série de défis — mêlant instabilité, imprévisibilité, accélération des bouleversements sociaux et écologiques — la ville, lieu d'expression du pouvoir et de la Cité (Sennett, 2020), est entrée dans une sorte de chantier intellectuel permanent, et se cherche, aujourd'hui encore, de nouveaux modèles fédérateurs (Peyroux & al. 2016). Parmi le foisonnement doctrinal actuel, nous avons étudié un ensemble de concepts de ville relativement récents (ville *adaptable, à échelle humaine, circulaire, créative, frugale, sobre, inclusive, fabricante, des proximités, résiliente, smart, nature*, ainsi que la *biorégion urbaine*) - qui présentent des similitudes ou des antagonismes avec la définition du low-tech - et dans

l'optique de cerner en creux les contours d'une possible « ville low-tech ».

Partant d'une sélection d'ouvrages représentatifs des débats à l'œuvre sur ces concepts, cette recherche s'appuie sur une analyse descriptive de ces concepts de ville et leur décomposition en « *marqueurs conceptuels* » génériques, facilitant les comparaisons. Chaque concept étant ancré dans un contexte socio-économique, géographique et historique qui lui est propre, cette définition en termes de *marqueurs* est nécessaire pour identifier les similitudes et les différences entre les concepts.

Cette analyse aboutit à l'identification d'un certain nombre de marqueurs. Certains marqueurs sont partagés par la plupart des concepts urbains : *l'innovation, l'économie circulaire, l'optimisation, le bien-être et l'apaisement* (contre *l'intensification, l'effervescence*). D'autres marqueurs sont plus différenciants : le *discernement technologique, la prédictivité, l'égalité ou l'inclusivité*, certains aspects de la *sobriété* (*ascétisme, frugalité, austérité*), ou encore la prise en compte de la *biodiversité* (*coexistence, symbiose...*) et des questions environnementales (réchauffement climatique, *capitalocène*).

Dans ses fondements conceptuels, la démarche low-tech fait écho à de nombreux marqueurs que l'on retrouve dans les concepts de ville étudiés. Elle ne s'y substitue pas, mais propose d'autres clés de lecture des enjeux urbains. La low-tech s'oppose ainsi clairement à la smart city et présente une complémentarité intéressante avec la biorégion, également systémique dans son approche. Son vocabulaire est cependant différent. Sa boussole principale, le *discernement*, et ses questionnements résolument systémiques, la distinguent des autres concepts, offrant une meilleure prise en compte des enjeux multiscalaires.

Cet état des lieux constituait un préalable nécessaire pour évaluer la pertinence d'un nouveau concept urbain basé sur la low-tech. Nous pouvons maintenant distinguer, au regard de tout ce qu'elle peut partager avec ces approches conceptuelles (cf. Figure 1), ce qui fait sa spécificité : un recours à ce que nous pourrions qualifier de *discernement méthodologique*.

1 LIAT, École Nationale Supérieure d'Architecture Paris-Malaquais (FR).

2 LISST-CieU (UMR 5193) CNRS, Université Toulouse Jean Jaurès (FR).

3 École Nationale Supérieure d'Architecture Paris Val-de-Seine (FR).

4 AREP, Agence d'architecture pluridisciplinaire, filiale de la SNCF (FR).

5 Lopez C., Le Bot N., Soulard O., Detavernier P., Heil Selimanovski A., Tedeschi F., Bihouix Ph., Papay A. 2021. *La ville Low Tech : Vers un urbanisme du discernement*. ADEME - Institut Paris Region - AREP. 011641. Paris.



Schéma synoptique des concepts de ville : Liens, recouvrements et superpositions

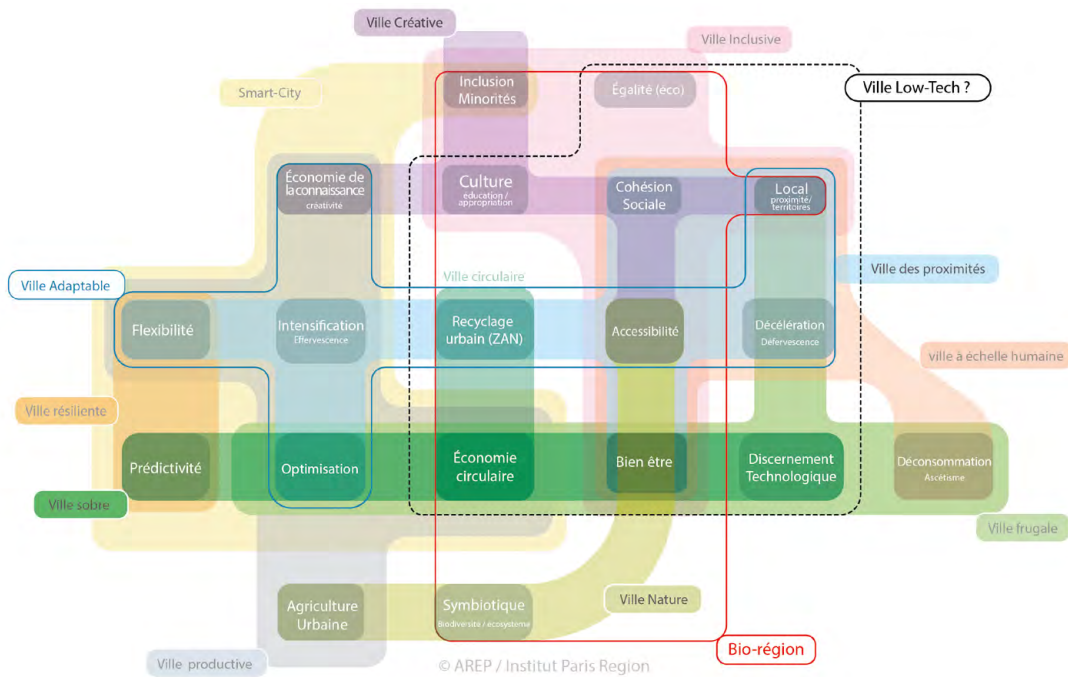


Figure n°1

VERS UN URBANISME DE DISCERNEMENT

Avec la *discernement*, la low-tech tient un marqueur puissant. Le *discernement* dans cette démarche doit être compris non seulement comme un *discernement technologique* mais aussi *spatial, éthique* et *scalaire*. La low-tech fournit des méthodes et des critères d'arbitrage pour rendre les villes plus sobres, plus accessibles et plus conviviales. Bien que ces objectifs soient partiellement présents dans plusieurs concepts de ville examinés, ils ne recouvrent pas toujours les mêmes dimensions et créent parfois des effets rebonds, ainsi que des solutions contradictoires ou incomplètes. Nous considérons que l'originalité du concept réside dans le degré de discernement supplémentaire et définissons donc l'urbanisme low-tech ainsi :

- La ville low-tech est un système territorial ou urbain, dont les pratiques sociales, la gouvernance, le rapport au vivant et le fonctionnement économique, témoignent de la mise en œuvre d'un *urbanisme de discernement*.
- Cette démarche *systémique*, critique et éthique, repose sur quatre principes : l'*éloge du suffisant*, la *gestion soutenable des ressources*, la *convivialité* (appropriation, accessibilité des outils et des savoirs... cf. Ivan Illich⁶) et la *recherche d'une juste échelle* dans les organisations et les réponses sociotechniques apportées.

⁶ Nous faisons ici référence au concept de convivialité présent chez le philosophe Ivan Illich. Comme le rappelle Philippe Bihoux dans son ouvrage sur la low-tech, Illich estime qu'une société conviviale est une société « où l'outil moderne serait au service de la personne intégrée à la collectivité ». De même, dans sa proposition de « remettre de l'humain » partout où la machine n'est pas absolument nécessaire, la démarche low-tech réhabilite le caractère inclusif de certains métiers demandant peu de qualifications.

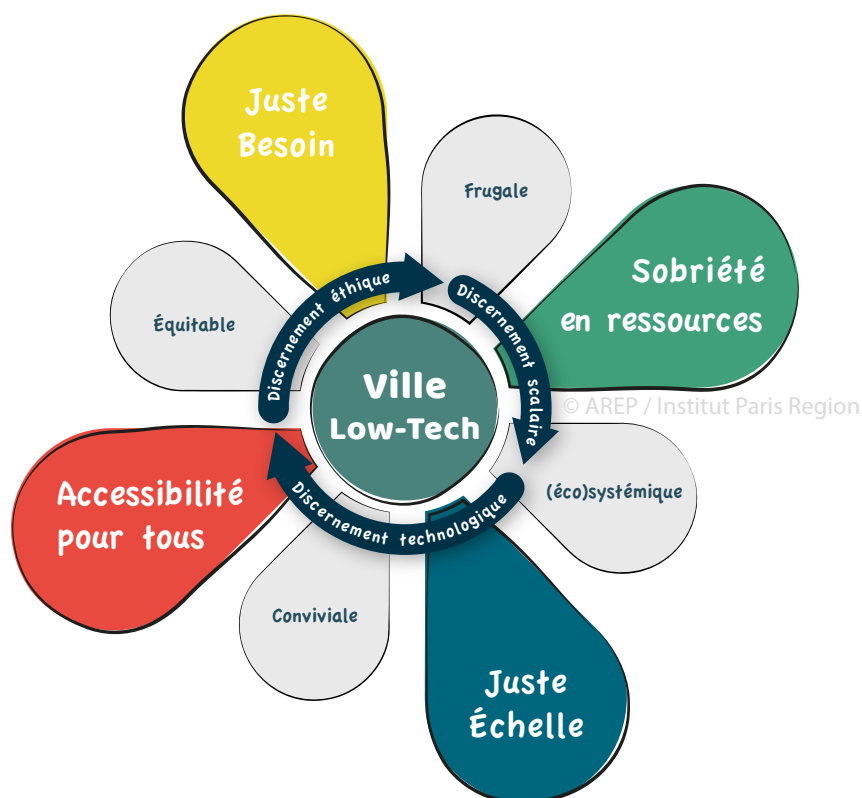


Figure n°2 : schéma fondamental de la ville low-tech

La mise en œuvre de la ville low-tech pourrait s'articuler autour de quatre questionnements (cf. Figure 2).

Questionner le besoin, ou l'éloge du juste suffisant

Une démarche low-tech, appliquée à la ville, pourrait permettre d'appréhender les besoins et les désirs urbains avec davantage de discernement. Elle proposerait pour cela des logiques d'arbitrage allant bien au-delà des seuls critères de rentabilité ou d'efficacité. Elle tiendrait compte de la soutenabilité des solutions retenues, de leur répliquabilité, de leur effet rebond... Elle inviterait le plus souvent à renoncer à la mobilisation inutile de ressources naturelles. En lieu et place de l'innovation disruptive, elle chercherait plutôt à faire avec l'existant ou à tester de nouvelles formes d'organisation. Les pistes cyclables tactiques, dont le déploiement s'est accéléré depuis la

pandémie de COVID-19, pourraient servir d'exemple type. Le déploiement d'une infrastructure « juste suffisante », ici à l'usage du vélo, illustre cette idée de « juste besoin », alliant une grande souplesse de déploiement et une sobriété maximale : en temps, effort et matière.

Rechercher la sobriété dans l'utilisation des ressources (ici et ailleurs)

La littérature scientifique portant sur l'économie circulaire s'accorde à établir comme élément décisif de l'opérationnalisation du concept la mise en œuvre de hiérarchies d'action, appelées « R-hiérarchies » (Hultman et Corvellec, 2012). Ces ordres de priorités classent les actions à mener selon la rétention de ressource permise au cours du cycle de vie du produit. En matière



d'aménagement et de construction, la low-tech pourrait s'inscrire dans ce type d'approche : il s'agirait d'abord de *renoncer* à construire, en privilégiant le recyclage urbain (Grisot, 2020), par l'optimisation de l'usage des équipements ou la modularité des équipements. Il s'agirait d'envisager la réhabilitation avant le réemploi ; le réemploi avant le recyclage des matériaux ; et le recyclage des matériaux avant l'utilisation de matériaux neufs. Si les autres solutions sont épuisées, toute construction nouvelle viendrait questionner son approvisionnement en ressources (biosourcées, géosourcées...).

Rendre accessible à tous

Les produits, les services, les initiatives low-tech se veulent généralement peu coûteux et *conviviaux*, au sens d'Ivan Illich. C'est à dire qu'ils mettent en capacité d'agir, privilégient systématiquement l'autonomie, la simplicité, la facilité de réparation, l'accessibilité au plus grand nombre. À l'échelle urbaine, plus que de collaboration, il s'agirait de réinsuffler, à toutes les échelles, l'esprit de coopération. Dans une ville low-tech, les individus devraient gagner en autonomie de pensée et d'action, et retrouver le plaisir à contribuer à la construction collective du territoire. Elle pourrait s'appuyer sur une grande diversité d'espaces de coopération et d'appropriation de savoir-faire : fab labs, recycleries, repair cafés, chantiers participatifs... Mettre en place un *urbanisme de discernement* nécessiterait des citoyens impliqués, une société apprenante et une confiance dans l'intelligence collective.

Trouver la juste échelle

La ville low-tech ferait sienne l'idée d'une juste proportion entre les moyens et les fins, quelle que soit sa taille, du village à la métropole (Lynch, 1981 ; Batty, 2008). Elle chercherait des solutions pour agir à une *échelle humaine* (Gehl, 2010), du local au territorial, en fonction des besoins et des arbitrages possibles : à l'échelle des organisations sociales et politiques (gouvernance), des déplacements quotidiens ou exceptionnels, de l'approvisionnement, des espaces publics et des bâtiments qui en sont le cadre... S'agissant des chaînes de production, la ville low-tech aurait pour objectif d'augmenter sa capacité d'autoproduction, en relocalisant certaines unités de production, et au-delà, en mobilisant au maximum les ressources et les savoir-faire de la biorégion dans laquelle elle s'inscrit.

CONCLUSION

Dans ce foisonnement, fallait-il alors y ajouter encore un nouveau concept, celui de ville low-tech ? Comme l'a rappelé Philippe Bihouix, la « ville » a bien d'autres chats à fouetter que les low-tech. Devant affronter les changements à venir (relocalisation de certaines fonctions productives et logistiques, nouveaux usages et modes de consommation, adaptation au changement climatique...) tout en subissant certains errements tragiques du passé, ne sachant plus bien sur quel pied danser à propos de la densification, de la métropolisation, la compétitivité mondiale, ou l'attractivité territoriale... en même temps que la nouvelle nécessité de stopper une artificialisation devenue insoutenable... sans parler des recompositions post crise sanitaire, entre désir de « nature », télétravail et tourisme en berne... n'en jetez plus.

Dans ce contexte, il ne s'agit pas de faire de la low-tech un nouveau *deus ex machina* de la pratique urbaine, ayant vocation à remplacer (ou inclure) tous les concepts de durabilité précédents. Pour autant, nous avons acquis la conviction qu'une démarche low-tech pourrait être, à l'échelle d'un territoire, fertile en réflexions et initiatives de nature à accélérer la transition et développer la résilience, au service d'un mieux vivre ensemble. Que les récits et imaginaires engendrés d'un *urbanisme de discernement* seraient porteurs d'une immédiate et concrète « positivité » : sur les questions d'emploi, de rythme de vie, de collaboration entre citoyens, d'autonomie, de résilience, de « réparation » du monde.

L'enjeu est maintenant que les villes se saisissent de la démarche low-tech et puissent en convaincre le plus grand nombre. Dans les territoires, des perspectives fructueuses pourraient être engendrées, riches en emploi local, en lien social, en apaisement, en envies.

La prochaine étape des travaux conjoints de l'Institut Paris Région et du groupe AREP, sera de donner à voir et inspirer, pour que la low-tech n'ait plus à souffrir d'une image bricolée ou passéiste, et qu'elle soit à même de renverser la tendance, en rendant le train de nuit et le réemploi plus désirables que le tourisme spatial et la conquête de Mars.

